



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Anti-economique>

Anti-économique ?

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1988 à 1997 - Année 1997 - N° 970 - octobre 1997 -

Date de mise en ligne : mardi 12 août 2008

Date de parution : octobre 1997

Description :

Se référant aux propos de L. Jospin au sujet des 35 heures payées 39, M-L Duboin craint que l'énarque ne perce sous le socialiste. Ce qu'expriment R.Passet et A.Gorz est plus sérieux !

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

« L'incroyable coup de poker manqué de J.Chirac donne à L.Jospin d'immenses responsabilités », résumait [1], en juillet dernier, Jacques Robin, qui précisait : « il peut aider à faire basculer l'Europe et la planète soit dans la barbarie informatisée [2] soit dans une véritable renaissance de l'humanité ». Le sérieux et l'honnêteté, les aspirations sociales et le souci démocratique qu'affiche le premier Ministre sont de nature à préserver l'espoir. Mais une petite phrase de son interview au journal Le Monde [3] fait craindre au contraire que l'énarque ne pointe sous l'humaniste : il a rejeté la formule des "35 heures payées 39" comme étant "anti-économique".

S'est-il trahi ? Qu'est-ce qui se cache sous ce terme d'anti-économique ? J.Attali et M.Guillaume l'avaient pris pour titre d'un ouvrage paru en 1974, dans lequel ils cherchaient, timidement, à introduire un peu de « psychanalyse et d'anthropologie » dans la "science économique"...

Mais il semble qu'au contraire L.Jospin l'ait utilisé pour exprimer son souci de ne pas altérer la rentabilité des entreprises en les incitant à partager leurs bénéfices avec leurs salariés, et payer à ceux-ci le travail fourni aujourd'hui par des automates. Car, comme le disait un humoriste de bon sens, 35 heures payées 35, il y a longtemps qu'on sait faire ! C'est continuer à les payer 39 pour qu'ils conservent un revenu suffisant pour vivre, qui pose problème dans la société capitaliste.

Problème magistralement chiffré par René Passet dans son remarquable article du Monde Diplomatique [4] intitulé dans la même veine que celui de Robin : "Saisir le moment où tout peut basculer" : de 1973 à 1994, le nombre total d'heures travaillées en France, malgré l'augmentation de la population en âge de travailler et de consommer et malgré l'augmentation de la production, a baissé, passant de 40 à 35 milliards [5]. La masse salariale assure donc de moins en moins à la population les moyens de vivre.

Si les décideurs politiques refusent d'en prendre conscience pour en tirer les conséquences, si Jean Gandois réussit encore, comme il s'y prépare par des affirmations péremptoires, à faire prévaloir, au cours de la conférence nationale sur l'emploi, la rentabilité des entreprises sur les aspirations légitimes de la population, alors, oui, tout peut basculer, et dans le mauvais sens. Alors "l'abolition des privilèges", économiques et financiers cette fois, ne s'obtiendra pas par le débat démocratique mais par la terreur, malgré tous les avertissements et mises en garde des rares penseurs qui parviennent à émerger de l'océan des idées reçues.

Justement, l'un de ceux-là, peut-être le plus sage, vient de faire un grand pas qu'il faut saluer comme l'évènement le plus encourageant de cette rentrée. Je veux parler d'André Gorz, qui vient de publier un livre "Misère du présent, richesse du possible" [6], qui est une telle mine de réflexions que nous aurons l'occasion d'y revenir pour en discuter ensemble ici.

Celui qui fut certainement pour beaucoup dans le fait que nos responsables politiques les plus évolués mettent enfin dans leur programme la réduction du temps de travail devenue la RTT ! a pris conscience de deux faits qui pour nous sont essentiels, et il les met clairement en lumière. Le premier est que l'allocation universelle n'est défendable que si son montant est suffisant pour assurer un niveau de vie décent, c'est-à-dire, en fait, pour libérer les forces vives de l'individu en lui permettant de s'asservir du marché du travail. Le second, qui en découle, mais qui est plus difficile à aborder parce que plus technique, est qu'un tel revenu social ne peut pas être institué dans le cadre de l'économie de l'échange, l'économie capitaliste.

Et c'est ainsi qu'André Gorz, à la grande joie de tous les distributistes, arrive enfin à la conclusion logique qu'il faut substituer à la notion de REdistribution celle de distribution des richesses produites ! Il aborde enfin la nécessité de concevoir une monnaie distributive, ou de consommation, et je suis persuadée que les réflexions que de telles conclusions de sa part vont générer ne tarderont pas à faire apparaître que le contrat civique constitue la meilleure des transitions vers la société de l'après-salariat.

[1] dans Transversales Science Culture N° 46.

[2] Celle que Bill Clinton et Al Gore cherchent à imposer au monde et où les technologies informationnelles doivent devenir clés de la rentabilité économique.

[3] daté du 16 septembre.

[4] de septembre 1997.

[5] et de 50 à 44 milliards dans le même temps en Allemagne.

[6] Collection débats, édition Galilée.